



Plus jamais ça ! Nous ne nous laisserons plus faire ! Nous défendrons nos conditions de travail et nos retraites !

Les fortes mobilisations du 3 octobre, notamment dans notre département (nombreuses écoles fermées, nombreuses et nombreux grévistes, rassemblement de 1000 personnes à Toulouse et 80 à St-Gaudens...) ont été le signe d'un grand hommage à notre collègue Christine Renon, mais aussi, celui d'une colère, devant les situations d'extrême souffrance au travail.

Lors des AG et des rassemblements s'est exprimée la volonté de voir cesser la marche forcée de réformes rejetées par la profession, les pressions, l'infantilisation, les injonctions, les difficultés à exercer le cœur de son métier, l'autoritarisme, le contrôle permanent, l'absence de soutien et de protection dans les situations complexes.

Nous ne nous laisserons plus faire !

Les organisations syndicales appellent à résister collectivement aux pressions et injonctions de l'administration en s'organisant dans les écoles, les établissements, les services et les AG de grévistes, pour s'opposer aux évaluations nationales, lutter contre les heures supplémentaires imposées, s'opposer aux formations pendant les vacances...

Elles soutiendront l'ensemble des collègues et toutes les équipes victimes de pressions de l'administration.

Le ministre tente d'utiliser le suicide de notre collègue pour remettre sur le tapis les Etablissements Publics d'Enseignement Primaire (EPEP) et le statut de directeur d'école supérieur hiérarchique, largement rejeté par la profession ! Cette provocation est inacceptable !

C'est toujours NON aux EPEP et au statut de directeur supérieur hiérarchique !

Les équipes doivent pouvoir travailler sereinement collectivement avec les moyens nécessaires.

Des mesures d'urgence doivent immédiatement être prises :

- Augmentation des quotités de décharges de direction
- Amélioration du régime indemnitaire des directeurs
- Mise en place d'une aide administrative à temps complet et dans le cadre d'un emploi statutaire de fonctionnaire dans toutes les écoles
- Arrêt des APC
- Protection inconditionnelle des enseignants par la hiérarchie
- Abaissement général des effectifs dans les classes et garantie de remplacement des enseignants absents par le maintien et l'augmentation des postes de titulaires pour répondre aux besoins
- Mise en place de la médecine préventive réglementaire à la hauteur des besoins ainsi que le respect des prérogatives des CHSCT tant au niveau de leurs missions d'enquête que celles de prévention.

Non à la réforme des retraites !

Enfin, alors que le temps de travail explose, alors que les « réformes » du gouvernement que nous rejetons commencent déjà à produire leurs effets : attaque sur la maternelle, mise en place des PIAL, obligation d'« exemplarité », destruction des CAP et des CHSCT, le gouvernement se lance dans une attaque sans précédent sur les retraites. Le projet Macron Delevoye permettrait au gouvernement de baisser chaque année le montant des retraites en diminuant la valeur du point, mettrait fin au calcul de la retraite basée sur 75% du traitement des 6 derniers mois de carrière et entraînerait une baisse des retraites des enseignants allant jusqu'à 40%.

Nous disons stop !

Nous devons arrêter ce gouvernement ! Nous revendiquons :

- Retrait du projet Macron-Delevoye sur les retraites ; maintien des 42 régimes de retraite ; maintien et amélioration du code des pensions pour tous les fonctionnaires ; amélioration du système par répartition avec notamment retour à la retraite à taux plein à 60 ans
- Retrait de la loi de « transformation de la fonction publique »
- Retrait de la loi Blanquer de « l'école de la confiance »
- Retrait de Parcoursup, libre accès à l'université et abandon des contre-réformes de casse du lycée général et technologique et du lycée professionnel
- Augmentation générale du point d'indice, mesures de rattrapage des pertes subies et abrogation du jour de carence
- Maintien et amélioration du statut général et des statuts particuliers de la Fonction publique
- Titularisation de tous les personnels sous contrat précaire

Les organisations syndicales appellent la profession à se mobiliser dès aujourd'hui pour l'amélioration des conditions de travail, l'augmentation des salaires, la défense des services publics et à construire un mouvement de grève massif dans la durée avec la perspective de la grève interprofessionnelle pour la défense de nos retraites au mois de décembre.

L'intersyndicale invite les personnels à répondre à l'appel des organisations syndicales de la RATP et des transports, ainsi qu'à l'appel interprofessionnel (CGT, FO, FSU, SOLIDAIRES, MNL, UNL, UNEF) et à préparer la grève interprofessionnelle à partir du 5 décembre pour le retrait du projet de mise en place d'une retraite par points et pour la satisfaction de l'ensemble des revendications.

Dans cette perspective, l'intersyndicale soutient toutes les initiatives en cours, notamment les rassemblements du 6 novembre, jour du CHSCT ministériel, et elle appelle les collègues à se réunir et à discuter dans les écoles, les établissements, les services pour construire un mouvement de grève massif.